

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du " Manifeste communiste " à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 137

Du 30 Oct. au 12 Novembre 1972

LE NUMERO :

0,80 F

EXTREME-ORIENT :

Comme partout, la paix prépare la guerre

« Nous approchons du 25^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale. Nous allons entrer dans l'ère de la négociation », disaient des dirigeants roumains en septembre 1969, comme le rappelle Le Monde du 14/10/72 en insistant sur la perspicacité de ces propos. L'événement le plus considérable dans ce ballet des négociations, c'est bien entendu, après la rupture avec la Russie, l'ouverture de la Chine au monde occidental, Japon inclus.

Et il faut bien penser qu'après vingt ans de terribles excommunications du dragon jaune par la très chrétienne Amérique et son « protégé » japonais d'un côté, et de menaçantes phrases « anti-impérialistes » proférées par la Chine « rouge » contre le « tigre de papier » américain et le « bandit » japonais de l'autre côté, cette ouverture a de quoi donner un méchant torticolis à cette sacrée opinion publique en mal de pittoresque.

Nixon n'a-t-il pas déclaré, dans son rapport de février au Congrès : « Nos amitiés seront constantes, mais non nos inimitiés » ? Chou En-lai et Tanaka n'affirment-ils pas dans leur communiqué commun que leur accord « veut contribuer à la paix dans le monde, à la détente en Asie » ? Voyez tout ce beau monde travailler pour la paix !

C'est un fait que l'ordre impérialiste né de la seconde guerre mondiale est en train de s'effriter. En Extrême-Orient, il était fondé sur l'arrimage de la Chine au cuirassé soviétique et sur celui du Japon au porte-avions américain.

Le premier pilier de cet ordre est tombé et devait tomber. Nous l'avons expliqué, notamment dans le précédent numéro du Prolétaire. Mais, pour que l'on ne nous accuse pas de forger des thèses après coup, citons un article paru dans notre journal *Il Programma Comunista* n° 6 de 1953 :

« Le capitalisme intérieur ne peut que croître rapidement en raison des liens tissés avec le marché mondial. C'est ici que parle la carte... La frontière de Mongolie et de Mandchourie ne peut pas servir à la modernisation de la Chine. Elle est longue, certes, mais avec des passages si rares qu'elle constitue une barrière dressée par la nature. Au contraire, la côte du Sud et de l'Est, ouverte depuis des siècles au trafic avec les Blancs, déjà équipée de nombreuses installations pour la navigation, offre une escale de choix aux marchandises et aux capitaux d'Occident ».

« L'Asie d'abord ! disaient en Amérique les grands du capitalisme impérial. Et si la Chine une fois sortie de la révolution cherche à hâter sa marche vers le capitalisme privé qui ne peut encore se fusionner en un bloc unique manœuvré par un gouvernement militaire de fer, comme a pu le faire la Russie, ce sera sur les économies occidentales qu'elle devra s'appuyer ».

Ainsi la Chine et la Russie bourgeoises étaient condamnées à se repousser l'une l'autre derrière cette barrière naturelle et économique, d'ailleurs objet de heurts armés incessants. Il faut dire que la « dialectique maoïste » colle bien aux intérêts nationaux chinois en disant que la contradiction secondaire (dans ces dernières années le « révisionnisme soviétique ») peut devenir la contradiction principale.

L'ouverture s'est donc faite sur

les mers de Chine et les géants américains et japonais sont prêts à envoyer leurs crédits à long terme pour les moyens de communications, les barrages, les mines faisant défaut et pourquoi pas, les armes nécessaires à la modernisation de l'armée chinoise. Mais cette ouverture mine en même temps le terrain pour que s'écroule à son tour le second pilier du vieil ordre impérialiste en Extrême-Orient. En effet, la Chine, dans la mesure où elle peut effectivement absorber marchandises et capitaux, constitue un des champs privilégiés où ne peut que s'exacerber la concurrence entre les deux grands du Pacifique, le Japon et les U.S.A.

Déjà le redressement fantastique du Japon a provoqué quelques craquements dans « l'alliance » qui lui avait été imposée. On peut lire dans « Le Monde » du 15-16/10/72 : « Pour que le courant se modifie et que s'amorce enfin la réconciliation historique à laquelle nous venons d'assister, il a fallu que la carte mondiale des alliances soit remise en question, que l'U.R.S.S. devienne pour la Chine l'adversaire principal et que les Etats-Unis assentent à l'opinion nipponne, l'an dernier, le double coup de massue de l'annonce de la venue de M. Nixon à Pékin et des mesures protectionnistes du 15 août. Le Japon, désormais, a tout intérêt à ne pas laisser aux Etats-Unis ou à l'Europe le bénéfice de l'ouverture du marché chinois ».

Quant à l'hebdomadaire américain « U.S. News & World Report », il écrit dans son N° du 9 octobre : « Les gouvernements asiatiques (mais cela vaut aussi pour les Etats-Unis, comme le montre la suite) voient un danger dans le fait que le Japon veut redonner vie par des moyens politiques et économiques à la « Sphère de prospérité du Grand Est Asiatique » qu'ils ne purent établir par des moyens militaires dans la seconde guerre mondiale... « Les relations entre Washington et Tokyo sont sur le point de devenir de plus en plus tendues ».

Ainsi se détruit sous l'effet de la marche puissante du capital l'ordre impérialiste né de la seconde guerre en même temps que tombent en poussière tous les mythes qu'il fit naître. Mais si cet ordre tombe, un nouveau devra se bâtir. Ces changements et revirements font se mouvoir les Etats dans les grands sillons que l'histoire leur a tracés et ils dévoilent les antagonismes qui mûrissent

dans le sous-sol des rapports entre ces Etats, antagonismes qui, demain, devront se déchaîner de nouveau.

Encore une fois, les faits matériels confirment les pages écrites par Lénine sous le déluge de fer et de feu de la Première bouche-monde mondiale :

« Les alliances pacifiques préparent les guerres, et à leur tour, naissent des guerres : elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports capitalistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale » (« L'Impérialisme »).

Ne faut-il pas en trouver une preuve supplémentaire dans le fait que précisément au moment où il se réconcilie avec tout le monde, le Japon décide de doubler son budget militaire ?

Seul le prolétariat mondial — et nullement les « faiseurs de paix » — peut trancher ces nœuds d'antagonismes que la mécanique inexorable du capital renoue sans cesse, et ce, par l'éclatement de son antagonisme avec la bourgeoisie et la lutte armée victorieuse contre tous les Etats bourgeois. Cette issue lumineuse se prépare dans la lutte contre le pacifisme qui n'est que l'autre face du chauvinisme et de la conservation de l'infâme ordre existant.

Quand les bourgeois parlent d'or

L'ABC du marxisme nous enseigne que le développement du capitalisme signifie expropriation et misère croissante des grandes masses, accumulation et concentration des richesses à l'autre pôle de la société, tandis que, selon la fable que les bourgeois servent quotidiennement aux prolétaires, les progrès de la production (c'est-à-dire aujourd'hui du capital), auraient pour conséquence « la satisfaction grandissante des besoins », la résorption progressive des inégalités et des oppressions.

Mais lorsqu'ils parlent entre eux, les bourgeois ont plus de sens pratique pour déceler les tendances d'une société qu'ils cherchent à contrôler. Ecoutons McNamara parler devant les financiers du F.M.I. et de la Banque Mondiale :

« Il serait, certes, réconfortant de continuer à croire qu'une croissance globale rapide est compatible avec un accroissement proportionnel des revenus des pauvres. Cependant, la réalité montre qu'il n'en est rien. La croissance tend naturellement à se concentrer dans les secteurs modernes de l'économie et à n'intéresser que dans une mesure négligeable les couches de population qui disposent des revenus les plus bas ».

La conclusion est bien entendu qu'il faut débarrasser le capitalisme de ses conséquences les plus insupportables : « Différer les réformes pour des motifs d'opportunité politique, c'est préparer la voie à l'extrémisme : rester indifférent à l'injustice sociale, c'est favoriser sa croissance ». (Le Monde du 27-9-72).

Si les conséquences du capitalisme effraient les bourgeois qui s'imaginent les combattre par des réformes, les marxistes saluent ces conséquences comme révolutionnaires : elles sont la condition matérielle de la constitution et du développement de la seule force capable d'abattre ce monde d'infamie, car elle n'y a rien à défendre : le prolétariat mondial.

Derrière les images d'Epinal de la démocratie avancée

Si la gauche arrivait au pouvoir, disait G. Ségué dans une déclaration au « Monde » le 28-9-72, « les travailleurs participeraient à la gestion de l'économie et des affaires publiques. Les réformes économiques et sociales énumérées par le programme de la gauche entreraient en vigueur ; le pouvoir d'achat serait garanti, il n'y aurait plus de salaire au-dessous de 1.000 francs, la retraite pourrait se prendre à partir de soixante ans, la durée hebdomadaire du travail serait ramenée à quarante heures, le droit syndical serait étendu, la fiscalité serait démocratique ». Conclusion : « La confiance et l'enthousiasme régneraient dans les entreprises ».

Comme le salaire et le capital et donc la concurrence entre les travailleurs existera encore, cela ne peut signifier autre chose que ceci : avec quelques réformes misérables pour jeter de la poudre aux yeux des prolétaires, seule la gauche peut tenter de leur insuffler la « confiance » dans la production nationale et l'Etat, « l'enthousiasme » pour la productivité, et donc de leur faire supporter (si cela était possible) l'exploitation renforcée par les difficultés prévisibles du capitalisme.

C'est bien pourquoi « l'Etat démocratique » des réformistes ne peut être, comme aujourd'hui, que l'instrument de domination de la bourgeoisie. Cet Etat, elle n'est pas la seule à le prétendre neutre. P. Juquin, en parlant de la religion et de l'école publique (cf. « Le Monde » du 2-9-72) affirme : « L'Etat laïque n'adhérera à aucune foi. Il ne professera pas non plus de doctrine irrégulière. Plus

généralement il n'affirmera et ne niera rien en matière philosophique ».

Comme si cette affirmation n'était pas « philosophique » et précisément bourgeoise ! Et ceci pour la bonne raison que les doctrines religieuses, philosophiques ou autres, sont les expressions théoriques des intérêts de classes sociales. Et l'Etat « laïque » ayant pour tâche de maintenir les rapports de production existants, il est normal que sa religion et sa philosophie soient celle du capital : la démocratie.

Les démocrates disent que l'Etat est ou doit être neutre, mais il ne peut l'être effectivement que dans les différends entre religions et philosophies bourgeoises, surtout depuis que sa fonction est purement contre-révolutionnaire, c'est-à-dire depuis que la lutte contre

les forces d'ancien régime est terminée. Mais cette « neutralité » est dialectiquement liée à la négation contre-révolutionnaire de la théorie du prolétariat, le marxisme, négation inséparable en pratique du renforcement de l'exploitation et de l'oppression de la classe ouvrière.

C'est bien d'ailleurs ce que P. Juquin rappelle aux prolétaires qui voudront bien le comprendre, quand il affirme qu'en matière de laïcité de l'école, cet instrument formidable aux mains du capital : « Le programme commun rappelle sagement la règle en vigueur depuis près de cent ans ».

Est-il un meilleur aveu que l'Etat « démocratique » de la démocratie avancée est le même que celui qui opprime le prolétariat « depuis près de cent ans »... et plus encore ?

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.

● A MARSEILLE : Le samedi, de 15 h. à 19 h., au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Vient de paraître :

« PROGRAMME COMMUNISTE »
N° 57

Le trotskysme :

- Critique de la théorie de la révolution permanente
- Critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré
- Critique du programme de transition
- Conclusion générale

Le numéro : 6 F

Commandes au « prolétaire »

L'organisation est la conséquence de la continuité tactique et programmatique du Parti

« S'il n'existe pas une organisation solide, préparée à la lutte politique à tout moment et dans toutes les situations, on ne peut pas parler de ce plan rigoureux et systématique d'action, éclairé par des principes fixes et rigoureusement appliqués, qui seul mérite le nom de tactique ». (« Iskra », n° 4).

« On ne doit pas oublier que chaque membre du parti est responsable du parti, et que le parti est responsable de chacun de ses membres ». (Intervention au II^e Congrès du P.O.S.D.R., 1903, Lénine).

L'Anti-totalitarisme

Si l'un des effets les plus néfastes du fascisme fut l'antifascisme, on peut en dire autant du stalinisme et de l'antistalinisme ou plutôt stalinophobie. Ces produits relèvent tous deux du principe démocratique et ils se confondent bien souvent avec la dénonciation du totalitarisme.

Il est évident que si le marxisme désavoue avec acharnement aussi bien l'antifascisme que l'antistalinisme, cela n'implique en aucune façon qu'il atténue le rôle historique éminentement antiprolétarien de la forme fasciste de dictature bourgeoise (comme de l'impérialisme en général : l'antimpérialisme plus ou moins tiers-mondiste appartient lui aussi de plein droit au musée des horreurs — si efficaces sur le plan publicitaire — de la « pensée » démocratique contemporaine) et de la contre-révolution politique antibolchevique dont Staline fut l'exécuteur et le symbole.

Si nous reconnaissons dans le fascisme une forme à plusieurs égards exemplaire de l'impérialisme, ce n'est pas pour... atténuer Auschwitz par Dresde ou Hiroshima, ou pour instruire en idée un procès de Nuremberg à l'envers, mais bien pour conclure que si, sur le plan militaire, les fascistes ont été vaincus en 1945, ce qui l'a emporté dans la phase impérialiste moderne, c'est la tendance fasciste. De même, notre dénonciation du caractère contre-révolutionnaire en politique, sinon en économie, du stalinisme a une valeur précisément dans la mesure où elle met en lumière le fait que le stalinisme a réalisé une destruction complète, théorique et physique, du bolchevisme, et pas seulement en Russie.

Parallèlement, cette affirmation perdrait tout son sens marxiste si l'on considérait cette destruction du bolchevisme comme une « expiation » ou, en termes moins littéraires, comme un produit des contradictions intrinsèques du bolchevisme lui-même. Cette interprétation relève des banalités conservatrices sur les « révolutions qui dévorent leurs propres fils » (« Ceux qui commencent une révolution en sont d'ordinaires les victimes », écrit — malheureusement — Heinrich Heine), sur le Comité de Salut Public « qui contient en soi Thermidor, le Consul et l'Empire », lieux communs propres à toutes les variantes du démocratisation, depuis le libéralisme traditionnaliste jusqu'à la méfiance congénitale des libertaires pour ce que Rakovsky a appelé, de façon peu heureuse, « les dangers professionnels du pouvoir », et qu'exprimait en une synthèse aussi brillante que pleine de sophismes le célèbre anarchiste Malatesta (dans une lettre du 30 août 1919 à Louis Fabry, que trop de gens sont tentés de qualifier de prophétique, comme l'a fait l'extrémiste Daniel Guérin). Après avoir affirmé qu'en Russie le prolétariat « participe » à la dictature prolétarienne comme le peuple aux régimes démocratiques, c'est-à-dire... pour jeter de la poudre aux yeux des naïfs, Malatesta écrit : « En réalité, il s'agit de la dictature d'un Parti, ou plutôt des chefs d'un parti [on voit que les anarchistes peuvent, comme les maximalistes et même les droitiers à la Léon Blum, aller jusqu'à admettre la dictature d'un parti, pourvu qu'il s'agisse d'un parti « de masse » avec « liberté de critique », marquant sur ce point leur accord total avec Gorter et tout le KAPD] et c'est une véritable dictature, avec ses décrets, ses sanctions pénales, ses agents d'exécution et surtout avec sa force armée qui sert aujourd'hui aussi [sic !] à défendre la révolution contre ses ennemis de l'extérieur, mais qui demain servira à imposer aux travailleurs la volonté des dictateurs, à arrêter la révolution, à

consolider les nouveaux intérêts en train de se constituer et à défendre contre la masse une nouvelle classe privilégiée (on remarquera que Milovan Djilas n'a vraiment rien inventé : ni la Nouvelle classe, ni la Société imparfaite).

« Le général Bonaparte aussi — poursuit Malatesta, et cela montre à quel point étaient déplacées les théorisations ultérieures de Trotsky sur thermidor et sur le bonapartisme soviétique — servit à défendre la révolution française contre la réaction européenne, mais en la défendant, il l'étrangla. Lénine, Trotsky et leurs camarades sont, bien sûr, des révolutionnaires sincères dans leur façon d'entendre la révolution ; mais ils préparent les cadres gouvernementaux qui serviront à ceux qui viendront ensuite pour profiter de la révolution et la tuer. Ils seront les premières victimes de leur méthode, et avec eux, je le crains, tombera la révolution... ».

La conclusion préfigure à plus de cinquante ans de distance la Société imparfaite de Djilas (œuvre à laquelle conviendrait mieux le titre « La chair est faible ») ; c'est la vieille méta-histoire de la

Stalinophobie et anti-bolchevisme

Nous ne ferons pas ici la critique des idées de Malatesta, qui renvoient à l'opposition fondamentale entre marxisme et anarchisme que nous avons commentée et développée en détail dans des textes comme les fondements du communisme révolutionnaire et Parti et classe. Le « refus de toute confusion avec des positions anti-barbares, anti-terroristes, anti-dictatoriales », l'élimination « dans l'idéologie de chaque membre » du parti « de toute concession à des positions démocratiques, pacifistes, autonomistes et libertaires », sont des positions de principe qui découlent directement des bases générales de la conception marxiste. Il est aussi facile que fallacieux d'ironiser sur les « apologies de la III^e Internationale » ou sur le « manque de résolution » de la Gauche communiste italienne face, tout d'abord, aux déviations tactiques, et ensuite aux pressions administratives utilisées comme moyen de chantage par l'Etat de Moscou, sans comprendre que « la Gauche assista à ces ignominies en se taisant héroïquement, car elle savait qu'existait un autre danger terrible, celui de la déviation petite-bourgeoise et anarchisante, qui ne manquerait pas de dire : vous voyez bien que cela finit toujours de la même façon ! Là où il y a un Etat, là où il y a un pouvoir, là où il y a un parti, il y a aussi corruption, et si le prolétariat veut s'emparer, il doit le faire sans partis et sans Etats autoritaires. Si nous ne savions que trop que la ligne de Staline signifiait dès 1926 la victoire remise entre les mains de l'ennemi bourgeois, nous savions aussi que ces aberrations d'intellectuels des classes moyennes sont, en tout temps et depuis maintenant un siècle, la meilleure des garanties pour que l'odieuse capitalisme réussisse à survivre en faisant tomber des mains de ses justiciers la seule arme qui puisse l'abattre ». (Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du Parti communiste mondial, juillet 1965).

Un groupe d'éléments qui veut être effectivement un noyau de militants, en vue de la préparation du « vrai parti, sain et efficace en même temps, pour la période historique où les infamies de la société contemporaine feront retourner sur l'avant-scène de l'histoire les masses soulevées dont l'assaut risquerait d'échouer contre une fois faite de ce parti non pléthorique, mais compact et puissant, qui est l'organe indispensable

nature humaine que le pouvoir corrompt : « L'histoire se répète ». Mutatis mutandis, c'est la répétition de Thermidor, lui-même « expiation » du Comité de Salut Public et de la Terreur. A la même époque, Kautsky en disait autant dans **Terrorisme et Communisme** (auquel Trotsky répondit par un pamphlet portant le même titre) et dans **La Dictature du prolétariat** (auquel Radek répondit par **Dictature prolétarienne et terrorisme** et Lénine par **La révolution prolétarienne** et le renégat Kautsky).

Bien entendu, nous pourrions ajouter à cet extrait beaucoup d'autres textes de la même époque ayant pris naissance dans le cadre de l'Internationale « deux et demie », aussi bien que dans celui du pseudo-communisme « de gauche » d'Europe centrale. Mais nous l'avons reproduit comme un exemple caractéristique, et très prévisible chez un théoricien anarchiste, d'argumentation anti-marxiste ; et nous invitons nos lecteurs à se demander combien de fois des « raisonnements » de ce type — « impeccables » dans leur logique formelle et leur arbitraire métaphysique — sont présentés comme un « dépassement à gauche » du bolchevisme dont l'expérience historique est réduite au simple rôle d'une avant-garde radicale-jacobine dans une révolution localement consacrée, sur le plan économique, à des tâches bourgeoises et donc considérée, même sur le plan de la direction politique, comme une pure et simple répétition, tardive et grossière, de 1793.

de la révolution » (Thèses supplémentaires d'avril 1966) se trouve devant un véritable **to be or not to be** : l'organisation « bolchevique » du parti et avant même cela, pour le parti, est-elle un « préjugé » lié à la spécificité de la situation russe, ou bien est-ce une conséquence nécessaire de l'unité et de l'homogénéité du corps de doctrine marxiste ?

En d'autres termes, une fois que l'on a admis — et c'est là une des thèses caractéristiques de la Gauche — l'« éventail de possibilités tactiques » déduit de la position stratégique d'ensemble dans une situation déterminée historiquement et non pas localement, et que l'on a admis par conséquent que la tactique du parti n'est pas « imprévisible » et qu'elle ne peut pas être établie de façon arbitraire et improvisée, est-ce que l'organisation du parti échappe à cette détermination programmatique qui tient au rôle historique de la classe révolutionnaire, lequel trouve justement son expression dans le programme (théorie marxiste, parti historique) et uniquement en lui ?

C'est précisément sur ces points (dont chacun sent bien qu'ils sont, comme nous aurons encore l'occasion de le montrer, d'une importance décisive) que s'exerce souvent (et même le plus souvent sur ceux-là mêmes qui se proclament marxistes-révolutionnaires) l'attraction de formules plus ou moins semblables à celles de Malatesta plus haut citées pour leur caractère exemplaire.

Autant dire que toute incertitude et toute approximation dans ce domaine provoquent un vide non couvert par le programme, une brèche par laquelle pénètre « l'assaut du doute révisionniste », bien entendu sous forme de révision « partielle », mais étant donné le caractère unitaire du marxisme, toute révision, même partielle, aboutit inévitablement à la falsification et au reniement complets. Toute démarche mettant la contre-révolution stalinienne au compte du « bolchevisme » va plus ou moins dans le sens de la « critique » de Malatesta. Et la voie la plus courante de pénétration du bacille opportuniste, c'est précisément le refus des critères bolcheviques qui, selon l'antistalinisme courant n'auraient pas donné... de bons résultats.

Ce refus peut prendre, bien entendu, des formes plus ou moins

raffinées. Nous en citerons deux modalités assez « élaborées »

1. - Le refus de la conception « bolchevique » des rapports parti-classe exprimée dans **Que faire ?** ou dans **Un pas en avant, deux pas en arrière**, éventuellement en la qualifiant de kautskyste (mais Kautsky refusa de publier sur **Die Neue Zeit** l'article par lequel Lénine répliquait aux critiques que lui avaient adressées Rosa Luxemburg dans ses **Questions d'organisations dans la social-démocratie russe** !). On sait que la Gauche

italienne a même accentué cette conception, qui est la conception marxiste classique (cf. **Parti et classe**).

2. - Le refus (et c'est le cas que nous examinons) des « méthodes d'organisation » bolcheviques, considérées soit comme « nocives » (et cette position se rattache ouvertement à celle de Malatesta) soit, selon une formulation plus insidieuse, comme « non obligatoires » (même si l'on reconnaît qu'elles sont « efficaces » dans certaines circonstances).

Possibilisme organisationnel et « solutions de rechange », instruments de métamorphose opportuniste

On ne peut répliquer à ces pseudo-solutions en disant simplement que l'organisation « à la bolchevique » du parti révolutionnaire a contribué — bien plus que des organismes intermédiaires comme les soviets — à préparer et à diriger la Révolution d'Octobre. Le problème est plus complexe et se rattache à la formulation générale dont il a été question plus haut : l'organisation est-elle quelque chose de « libre », ou bien est-elle, comme la tactique, subordonnée au programme ?

Et, si l'on accepte la deuxième solution, les méthodes d'organisation ne devront-elles pas, comme les solutions tactiques, suivre les méthodes bolcheviques dans les pays de capitalisme avancé, en accentuant toutefois leur rigidité et en supprimant au maximum leurs résidus démocratiques ?

L'expression que nous revendiquons, de centralisme organique, contient déjà, si on la situe dans son contexte historique et si on ne l'oppose pas artificiellement au « bolchevisme » (grave erreur entraînant une déformation totale de la doctrine), la réponse à la question posée. Mais justement, pour ne pas faire du centralisme organique une alternative méta-historique au « bolchevisme », alternative lourde de potentialités démocratiques (dans le sens de la liberté de critique, du fédéralisme, de l'individualisme, bref, de l'anti-centralisme), il est nécessaire de tenir compte des prémisses, des implications et des conséquences du « centralisme organique », prémisses, implications et conséquences qui sont d'ailleurs directement liées au problème soulevé plus haut de la dépendance de la structure organisationnelle du parti (tout comme de sa tactique) à l'égard du but final (communisme) et des phases de transition nécessaires pour l'atteindre (dictature) et donc à l'égard des principes stratégiques dont le programme est l'expression scientifique.

Ce qui rend ces problèmes encore plus complexes, c'est l'impossibilité évidente où l'on est de s'inspirer d'un critère unilatéral, soit qu'on adopte une solution purement technique a priori (risque de volontarisme), soit au contraire qu'on ignore délibérément ou qu'on sous-estime les problèmes techniques de la préparation révolutionnaire. Indéniablement, c'est cette deuxième erreur qui est de loin la plus grave, et celle que l'on peut le plus difficilement corriger : la première ne l'est qu'en partie, dans la mesure où le parti

est un sujet doué de volonté, et le résultat d'une adhésion volontaire ; la deuxième au contraire implique une méconnaissance fondamentale des fonctions de l'organe dirigeant du processus révolutionnaire, et par là-même une représentation inadéquate de ce dernier (dans un sens qui peut être volontariste-activiste ou bien fataliste-spontanéiste, et souvent les deux à la fois).

Il est sûr que l'opportunisme, comme d'ailleurs la bourgeoisie, ont aussi des organisations ordonnées en fonction du but poursuivi, ou qui en tout cas tendent à s'adapter à ce but. Par ailleurs, le tactisme opportuniste lui-même — qui se cantonne dans le légalisme et la participation au gouvernement ou, mieux encore, dans la gestion directe du « comité d'affaires de la bourgeoisie » — dépend évidemment d'un programme d'action déterminé, entièrement enfermé dans le cadre du régime capitaliste et visant à en arrondir les angles et à en colmater les brèches.

Ce qui est propre au parti révolutionnaire, c'est la conviction qu'il n'y a rien à cacher d'un programme (buts et moyens les plus importants, y compris les modalités tactiques essentielles) connu de tous les membres, ou plutôt dont on s'efforce de faire le patrimoine conscient de tous les membres, grâce à l'ensemble des activités internes du parti, et que les adhérents devront transmettre, en tant que membres du parti, aux éléments d'avant-garde du prolétariat.

L'opportunisme doit d'abord nier l'invariance et la constance de ce programme, des questions fondamentales qu'il aborde, et donc de la tactique nécessaire à sa réalisation : il commence donc par prêcher une tactique souple et il finit par rejeter entièrement le programme révolutionnaire, par adopter un programme tout à fait bourgeois et par fixer des normes tactiques correspondantes. Ainsi, alors qu'en réalité pour lui aussi la tactique découle du programme, l'opportunisme est obligé d'aventurer son objectif par des chemins détournés, en passant par une phase de prétendue « liberté tactique ». De plus, l'opportunisme ne peut pas (et s'il le faisait, il manquerait son but) proclamer ouvertement son programme de conservation (pas plus que ne peuvent le faire les partis bour-

(Suite en page 4)

LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| 1. Communisme et fascisme | 8,00 F |
| 2. Parti et classe | 4,00 F |
| 3. Le principe démocratique | 1,50 F |
| 4. Eléments d'orientation marxiste ; Les trois phases du capitalisme ; Guerres et crises opportunistes | 4,00 F |
| 5. Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme » | 5,00 F |
| 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes (en préparation). | |

(Commandes au « prolétaire »)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

RAPPORT A LA REUNION GENERALE DU PARTI

Le début de ce rapport a paru dans les N^{os} 132, 133, 135 et 136 du Prolétaire,

L'ANTIMARXISME DE PANNEKØK ET GORTER

Nous venons de rappeler les positions extrêmes, les plus aberrantes, dans le sens du syndicalisme révolutionnaire et même de l'anarchisme. Mais la position intermédiaire des groupes de Brême et de Berlin-Brandebourg, et de ses théoriciens Anton Pannekoek et Herman Gorter, les idoles des groupuscules soi-disant « de gauche » d'aujourd'hui, ne vaut pas mieux, même si elle est plus subtile et se drape d'une obédience « marxiste » toute formelle. Il est nécessaire de nous y arrêter, car c'est précisément et surtout par rapport à elle que notre Fraction, comme d'ailleurs l'Internationale, eut à se démarquer — ce qui n'empêche pas évidemment les historiens à la mode de nous assimiler à elle, ou, dans le meilleur des cas, de la faire dériver de la même souche que nous...

Contrairement au groupe de Hambourg et surtout au groupe de Saxe, les « communistes de gauche » de Brême et de Berlin n'avaient pas reconnu leur exclusion du parti comme irrévocable ; ils avaient même proposé aux thèses de celui-ci des amendements qui leur auraient permis de rester au sein de l'organisation.

Le 3^e congrès du KPD, en confirmant intégralement le programme voté à Heidelberg, au 2^e congrès, avait cependant sanctionné l'exclusion des dissidents, et pour eux aussi, la conduite des Spartakistes durant l'« épopée » de Kapp avait ensuite interdit tout rapprochement. Les « communistes de gauche », comme on dit, n'en avaient pourtant pas déduit de façon catégorique que tout parti, justement en tant que parti, incarne le principe du mal, ni que ce principe avait élu domicile à Moscou, comme le décréteront bientôt O. Rühle et D. Pfemfert à Dresde. C'est la section de Berlin, aussitôt après les événements de mars, qui convoqua dans la capitale, pour les 4 et 5 avril, les représentants de tous les courants d'« opposition communiste ». C'est alors que naquit ce qui devait être, finalement, un nouveau parti, le *Kommunistische Arbeiter-Partei Deutschlands* (KAPD). Ses bastions les plus forts, numériquement, étaient à Berlin et en Rhénanie-Westphalie, l'AAU, plus ou moins réformé, lui servait d'appendice syndical, et il possédait les premiers noyaux d'une « organisation de combat » (à la vérité éphémère) qui constituait son réseau militaire dans les usines. Il est probable — impression confirmée également par un article du « Soviet » — que dans le premier semestre de son existence et peut-être encore au début de 1921, le KAPD a drainé un nombre considérable de prolétaires parmi les plus combattifs et sans aucun doute les plus sensibles à l'humeur des grandes masses. Ceux-ci étaient peut-être attirés moins par les caractères spécifiques du programme du KAPD, que par le dégoût pour la tendance au légalis-

me et pour les éternelles hésitations du parti officiel. De même, il est tout aussi probable que l'AAU dépendant du KAPD rassemblait les salariés révoltés contre les directives archiconformistes de la grande centrale réformiste. Ces deux facteurs expliquent aussi bien les efforts de l'Internationale Communiste, jusqu'au III^e congrès (qui se tiendra l'année suivante), pour tendre la main au KAPD, que l'opposition décidée et inconditionnelle du KPD à toute perspective, même lointaine, de réunification.

Au-delà des divergences tactiques sur la question parlementaire et sur la question syndicale, il était clair et pour les bolcheviks et pour nous — surtout lorsque les positions des anciens dissidents furent théorisées par Pannekoek et Gorter — que ce qui nous séparait de tous les courants d'opposition qui avaient convergé dans le KAPD, c'était des questions fondamentales de principe. Ces divergences de principes n'avaient pas empêché les « socialistes (devenus plus tard communistes) internationalistes » de Hambourg et de Brême de se ranger aux côtés de la Gauche de Zimmerwald et de Kienthal pendant la guerre et de mener contre le kautskysme une lutte parallèle à celle de Lénine ; mais devant les réalités de la dictature prolétarienne, ils ne pouvaient pas ne pas être rejetés de l'autre côté de la barricade. Ne connaissant guère que leurs conceptions tactiques, notre Fraction abstentionniste remarqua que les dissidents du KPD péchaient par « hétérodoxie syndicaliste », d'une part en ce sens qu'ils dévalorisaient le rôle du parti et affirmaient la suprématie de la lutte économique sur la lutte politique, d'autre part en ce sens qu'ils partageaient la « conception anarchiste - petite-bourgeoise selon laquelle la nouvelle économie serait le résultat de l'apparition d'entreprises directement administrées par les ouvriers qui y travaillent ». Mais en réalité la divergence portait sur tout le bagage théorique du KAPD. Ses membres appartenaient en effet à une famille idéologique radicalement idéaliste, et que seule l'adoption de quelques règles d'interprétation du mode de production capitaliste et de la structure de la société bourgeoise pouvait faire passer pour marxiste : la même famille qui a produit l'anarchisme, le syndicalisme-révolutionnaire, le socialisme d'entreprise, le conseilisme, l'ordinovisme, dont on retrouve, bien qu'à des doses différentes, tous les ingrédients dans leur idéologie. C'est cet idéalisme qui, malgré leurs désaccords initiaux, devait à la longue amener tous ces sourants à se ranger sur un même front, celui de la négation du marxisme (par la suite, ils préférèrent dire « du bolchevisme », comme s'il s'agissait de courants différents, et même opposés !). C'est sur le même front, contre eux, que nous

nous rangions avec les bolcheviks, bien que les uns comme les autres nous ayons reconnu que des prolétaires instinctivement communistes militaient dans leurs rangs, plus par la « faute » du KPD que grâce aux « mérites » du KAPD, et bien que nous ayons eu un avis différent de celui de Moscou sur la manière de les reconquérir à notre cause.

Pour le marxisme, le processus révolutionnaire apparaît essentiellement comme le heurt matériel et physique de deux classes ; la classe opprimée est poussée sur le terrain de l'assaut du pouvoir de la classe ennemie par des déterminations matérielles ; elle agit sans savoir (et avant de savoir) le but final vers lequel elle va, et elle rencontre sur ce chemin le parti — c'est-à-dire le programme, ou la « conscience », de l'objectif final et des étapes obligatoires pour l'atteindre, et l'organisation nécessairement minoritaire de l'avant-garde communiste cristallisée autour de ce programme. Au contraire, pour Pannekoek comme pour Gorter (ou peut-être de façon plus évidente encore), le processus révolutionnaire apparaît comme la prise de conscience collective par les exploités de la voie et du but révolutionnaires, prise de conscience qui est la « condition préalable » de leur action révolutionnaire. Ce qui chez les Spartakistes, en janvier 1919, apparaissait encore comme une déviation par rapport à la doctrine marxiste correcte, devient ici le renversement pur et simple du marxisme. Comme l'écrivait déjà Gorter en 1909, la société nouvelle ne peut être que le produit d'un homme nouveau, auto-conscient et auto-agissant : « Il faut révolutionner l'esprit ! ». Comme le dira Pannekoek en 1920, pour que la révolution s'accomplisse, « il est nécessaire que le prolétariat, les masses immenses, discernent clairement la voie et le but ».

Si l'opportunisme s'est emparé de la majorité de la classe ouvrière, ce n'est pas pour des raisons dont les marxistes doivent rechercher les racines matérielles, mais parce que ce processus d'émancipation spirituelle (ou intellectuel) n'a pas pu arriver à son terme. Et c'est justement « parce que les masses sont encore entièrement soumises à un mode de pensée bourgeois qu'après l'effondrement de la domination bourgeoise (on remarquera que, exagérant jusqu'à l'absurde la formule de Rosa Luxemburg citée plus haut, on fait ici des mouvements d'octobre 1918 en Allemagne une véritable révolution politique ayant amené le renversement de la bourgeoisie !) elles l'ont rétablie de leurs propres mains ». (1) Non seulement la conquête par des masses de l'auto-conscience ou de l'auto-activation (ou encore auto-motivation, ou auto-affirmation dans la vie pratique — traductions diverses de l'allemand *Selbstbetätigung*) doit précéder la révolution ou du moins, à son époque, coïncider avec elle ; il faut aussi que ce soit une auto-conquête, une acquisition que la classe fait par ses propres forces, un « saut de qualité » accompli par le sujet-classe dans son ensemble. Autrement, on retomberait dans la dichotomie masses-chiefs, le grand sujet de scandale des tribunistes hollandais et donc des kaapédistes allemands, la « véritable » raison (selon eux) pour laquelle le prolétariat a capitulé au déclenchement de la guerre, renonçant à son initiative historique de sujet agissant et conscient pour la confier aux « chefs », aux *Führer*, ainsi promus d'instruments de l'histoire au rang d'artisans de l'histoire. Si donc l'existence du parti a encore un sens pour Pannekoek, c'est seulement celui de « propager à l'avance des connaissances claires, pour qu'apparaissent au sein des masses des éléments capables, dans les grands moments de la politique mondiale, de savoir ce qu'il convient de faire et de juger de la situation par eux-mêmes » [Pannekoek, p. 169]. Le parti n'a plus pour tâche que de conseiller,

d'éduquer, d'éclairer les masses, ou plutôt de les aider à prendre conscience d'elles-mêmes, à redécouvrir cette science qu'est le marxisme.

Il n'est plus cet organe de combat qui guide les masses, il n'est plus cette arme d'unification de l'instinctive révolte prolétarienne qui dirige un mouvement réel dont le parti, en tant que collectivité, a la notion, et au grand jamais, il n'exerce le pouvoir au nom des masses. Ces prétendus « marxistes » n'avaient pas compris et ne comprendront jamais que la classe ne pourra arriver à la conscience du mouvement réel qu'après avoir agi en détruisant l'appareil de son exploitation économique et sociale, c'est-à-dire après s'être émancipée aussi d'un esclavage intellectuel qui, de toute façon, sera la dernière de ses chaînes à être brisée.

On comprend alors pourquoi l'expression authentique de l'assaut révolutionnaire et, plus encore, de la réalisation du socialisme, est représentée pour les kaapédistes par les Conseils, les *Räte* ou, à un niveau plus élevé, les Soviets, en tant que formes d'organisation révolutionnaires en soi, même lorsqu'on admet — extrême concession — qu'elles soient flanquées du Parti comme « expert » et « conseiller » : c'est que la soudure entre les masses et leur autoconscience-autoactivation est entière et « transparente ». Ces formes sont révolutionnaires en soi parce qu'elles « permettent aux travailleurs de décider par eux-mêmes sur tout ce qui les concerne ».

Pour la même raison, Pannekoek considère la dictature du prolétariat telle que la conçoivent les bolcheviks comme la dictature arbitraire d'une « étroite minorité révolutionnaire », ou plutôt de « son centre » : « une dictature exercée à l'intérieur même du parti, dont il expulse qui bon lui semble et exclut toute opposition par des moyens mesquins » ; bref, comme une nouvelle forme de blanquisme, comme une résurrection du spectre de la *Führerschaft* (autorité des chefs) qui foule aux pieds ses sujets sans défense. Il lui oppose l'idée d'un parti, ou mieux d'une secte de gens éclairés qui « est à cent lieues d'avoir le but de tout parti politique... : prendre directement en mains la machine de l'Etat » [Pannekoek, p. 154].

Ainsi, c'est l'antithèse masses-chiefs qui vient se substituer à l'antagonisme entre les classes. Si Pannekoek et Gorter repoussent le parlement, ce n'est pas parce qu'il est l'organe spécifique de la domination de classe de la bourgeoisie, mais parce qu'il est « la forme typique de la lutte par l'intermédiaire des chefs où les masses n'ont qu'un rôle subalterne » [Pannekoek, p. 177]. Ainsi « le communisme, au lieu de comprendre toute la classe, devient un nouveau parti, avec ses propres dirigeants, qui s'ajoute aux partis existants, perpétuant ainsi la division politique du prolétariat » ; sa destruction est donc « une étape essentielle sur la voie qui conduit à l'autonomie et à l'autolibération ». De même, en ce qui concerne les syndicats, « c'est leur forme d'organisation elle-même qui interdit d'en faire un instrument pour la révolution prolétarienne », c'est cette forme qui « réduit les masses à l'impuissance » et qui « leur interdit d'en faire l'instrument de leur volonté » [Pannekoek, p. 180] ; dans les organisations d'usine, au contraire, Gorter explique que « les ouvriers ont en leur pouvoir les dirigeants et donc la ligne politique [...] ; tout ouvrier a un pouvoir [...] ; dans la mesure où la chose est possible en régime capitaliste, il est même l'artisan et le maître de son destin ; et, puisque cela est valable pour tous, c'est la masse qui déclenche et dirige la lutte ».

On remarquera que ni Pannekoek ni Gorter ne nient que l'idée « bolchevique » (autrement dit l'idée marxiste, notre idée) du

parti ait une justification. Mais, pour eux, elle correspond à la situation historique de la Russie, engagée dans une révolution double, mi-prolétarienne, mi-bourgeoise : soit que la masse inerte de la paysannerie ait besoin d'être dirigée (d'où la nécessité d'un « nouveau blanquisme »), soit que l'existence conjointe de deux poussées révolutionnaires différentes rende nécessaire l'art de la manœuvre, privilège des « chefs ». Cette idée du parti ne serait pas applicable par contre en Occident, où « le prolétariat est seul et doit faire la révolution seul contre toutes les autres classes », où « il doit posséder les armes les meilleures pour la révolution », et où, « devant faire la révolution tout seul et sans aucune aide, il doit s'élever spirituellement et intellectuellement à une grande hauteur, en se débarrassant des chefs, des partis politiques au sens courant du terme, des syndicats de métier et, pour la même raison, des institutions parlementaires. Répandus dans les rangs du prolétariat, les communistes « s'efforcent avant tout d'élever les masses, comme unité et comme somme d'individus, à un degré de maturité beaucoup plus élevé ; d'éduquer les prolétaires, un à un, pour en faire des lutteurs révolutionnaires, en leur montrant clairement (non seulement par la théorie mais surtout par la pratique), que tout dépend de leurs propres forces, qu'ils ne doivent rien attendre de l'aide extérieure des autres classes, et très peu des chefs ». On remarquera que, tout en courtisant les masses, Pannekoek les réduit à n'être qu'un troupeau d'inconscients qu'on doit éduquer à... ne plus avoir besoin d'aucun éducateur ! D'où la célèbre opposition, dont Lénine se moque dans *La maladie infantile* :

« Deux partis communistes se trouvent maintenant en présence : l'un est le parti des chefs, qui entend organiser la lutte révolutionnaire et la diriger par en haut [...] ; l'autre est le parti des masses, qui attend l'essor de la lutte révolutionnaire d'en bas [...]. Là, c'est la dictature des chefs ; ici, c'est la dictature des masses ! Tel est notre mot d'ordre ».

C'est de cette idéologie, dont l'homogénéité n'est pas diminuée par des nuances personnelles insignifiantes, que s'inspirent l'« appel » et le « programme » approuvés au congrès constitutif du KAPD. L'appel prend acte de la « faillite politique et morale » du KPD qui est devenu la proie d'une « clique de chefs agissant par tous les moyens de la corruption » et décidés à « saboter la révolution dans l'intérêt de leurs buts égoïstes ». Il déclare que le nouveau parti n'est pas un parti au sens traditionnel (« Exprimer en toute circonstance l'autonomie de l'ensemble des adhérents, tel est le principe fondamental d'un parti qui n'est pas un parti au sens traditionnel ». Il faut dire qu'on revient ici d'une part à Bakounine, d'autre part à Proudhon, bref à la vieille polémique contre l'« autorité », le « Conseil général », la « dictature de Marx », etc.).

« Il n'est pas un parti de chefs ; son principal [nota bene !] travail consistera à appuyer de toutes ses forces le prolétariat allemand dans sa lutte pour se libérer de toute dépendance par rapport aux chefs », — moyen le plus efficace pour cette « unification du prolétariat dans l'esprit du conseilisme, qui est le véritable but de la révolution ». Quant au programme, il refait l'histoire des luttes de classe dans le monde depuis la fin de la guerre et, dénonçant la crise mortelle dans laquelle le capitalisme se débat, il voit la cause du retard des facteurs subjectifs de la crise révolutionnaire sur les facteurs objectifs dans le fait que « la psychologie du prolétariat allemand est encore sous l'influence de facteurs idéologiques bourgeois ou petits-bourgeois ». C'est pourquoi « le problème de la révolution, c'est le problème du développement de

(Suite page 4)

Correspondance :

« le prolétaire »
B. P. 266
13211 - Marseille Cédex 1

Versements :

« le prolétaire »
C.C.P. 2202-22 Marseille

Abonnements :

« le prolétaire » :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste » :
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire » :
1 an : 30 F (300 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

prénom :

adresse :

• « prolétaire » : 6 mois

• « prolétaire » : 1 an

• « programme communiste »

• combiné

(rayer les mentions inutiles)

1) Pannekoek et les conseils ouvriers, p. 171.

Léon Blum et les fastes de l'anti-bolchevisme

Célébrant avec des accents émus le centenaire de la naissance de Léon Blum (1872-1950), la bourgeoisie rend un juste hommage à l'un de ses serviteurs les plus distingués et dévoués, un de ceux qui, à la longue, font encore plus « partie de la maison » que les patrons eux-mêmes.

Socialiste de gouvernement, belliciste, chef de cabinet de Marcel Sembat, le ministre « socialiste » des Travaux publics dans le gouvernement Viviani en 1914 ; rapporteur du programme du parti socialiste français (S.F.I.O.) au congrès d'avril 1919 ; critique des thèses de la III^e Internationale au congrès de Tours (décembre 1920), conjointement avec Sembat et Faure ; directeur du *Populaire* de Paris ; président du groupe parlementaire social-démocrate à partir de 1929 ; président du Conseil dans le premier gouvernement de Front Populaire de juin 1936 à juin 1937 et ensuite en mars-avril 1938 ; arrêté par les pétainistes en septembre 1940, jugé à Riom, déporté (1942) à Buchenwald et ensuite à Dachau ; chef du gouvernement provisoire du 12 décembre 1945 au 22 janvier 1947. Voilà un étonnant curriculum d'« honnête gérant » des affaires capitalistes, de patriote et d'antifasciste.

« Oui, je suis de ceux qui ont conduit une bataille acharnée contre le fascisme national et international. Mussolini m'a fait l'honneur de me désigner nommément et de me vouer à la vengeance de ses congénères français... Le devoir des membres du gouvernement frontiste « est de servir de modérateurs, d'arbitres, d'employer toute l'autorité gouvernementale

en faveur de la conciliation ; d'intercéder auprès des patrons pour des contrats et des conversations nécessaires ; de persuader, d'autre part, les ouvriers que ce gouvernement qu'ils ont voulu, qu'ils ont contribué à porter au pouvoir, ne peut remplir sa fonction que dans l'ordre, la discipline et la sécurité publique » disait en 1936 Saint-Léon, vierge de la « soif totalitaire » du pouvoir » et futur martyr de la « fureur allemande ».

Léon Blum a été, par conséquent, « le représentant le plus typique de ces bourgeois conservateurs qui, habituellement, donnent le ton au parti socialiste... Que les leaders bourgeois soient aveugles sur les lois du capitalisme dans sa période de déclin, c'est compréhensible : un moribond n'a aucun désir (quand bien même il en aurait la possibilité) de reconnaître les divers stades de sa propre agonie. Mais la cécité de Blum et consorts est peut-être la preuve la plus claire que ces gentilshommes représentent, non l'avant-garde du prolétariat, mais l'aile gauche de la bourgeoisie la plus chétive de toute », comme l'écrivait Trotsky en 1935-1936, et il notait, en outre, comment, grâce aux accords de Front Populaire, cet « adversaire du bolchevisme de l'époque héroïque, qui ouvrit les pages du *Populaire* aux campagnes contre l'U.R.S.S., ne publiait plus une ligne « sur les crimes stalinien » et la virginité du pur ascète, débarrassé du totalitarisme, se transformait en sales manipulations et fornications mercenaires avec les bourreaux moscovites de la vieille garde révolutionnaire.

Il nous intéresse peu de suivre

tous les actes de prostitution de Blum, parfait social-démocrate, à la bourgeoisie « démocratique et antifasciste » : il est beaucoup plus important de noter comme ce porteur de livrée ouvert de galons, ce droitier et défensiste avoué, solidaire de l'ex-ministre Sembat démontre dans son intervention du 27 décembre 1920 à la séance d'après-midi du congrès de Tours comment son immédiatisme opportuniste le rapprochait des *centristes* et de ces critiques « de gauche » du bolchevisme que, pour la commodité, nous appellerons « marxistes européens » ; comment, en somme, il fut prompt à se placer sur le même terrain que les néo-spontanistes d'aujourd'hui qui veulent « dépasser » le « vieux » bolchevisme et le « Que Faire ? » de Lénine... à la manière de la II^e Internationale, ce qui confirme la convergence fondamentale entre l'immédiatisme « économiste » menchevik et l'immédiatisme anarchisant.

En dépit de quelques points nécessairement confus (l'attribution à Marx d'une conception « démocratique » de la dictature du prolétariat), les discours de Blum est franc et explicite :

« Je veux parler de la question de la dictature du prolétariat. Nous en sommes partisans. Là aussi nul désaccord de principe (les passages sont soulignés par nous). Nous en sommes si bien partisans que la notion et la théorie de la dictature du prolétariat ont été insérées par nous dans un programme qui était un programme électoral. Nous n'avons donc peur ni du mot, ni de la chose.

J'ajoute que, pour ma part, je ne pense pas, bien que Marx l'ait écrit, et plus récemment Morris Hillquit [Marx comparé à un typique mandarin de la social-démocratie anglo-saxonne] que la dictature du prolétariat soit tenue de conserver une forme démocratique. Je crois impossible, d'abord, comme on l'a tant répété, de concevoir d'avance et avec précision, quelle forme revêtirait une telle dictature, car l'essence même [?] d'une dictature est la suppression

de toute forme préalable et de toute prescription constitutionnelle. La dictature, c'est le libre pouvoir donné à un ou plusieurs hommes, de prendre toutes les mesures quelconques qu'une situation déterminée comporte [?]. Il n'y a, par conséquent, aucune possibilité de déterminer d'avance quelle forme aura la dictature du prolétariat, et c'est même une pure contradiction.

« Où est par conséquent le désaccord ? Il n'est pas non plus dans le fait que la dictature du prolétariat soit exercée par un parti. En fait, en Russie, la dictature n'est pas exercée par les Soviétiques, mais par le Parti Communiste lui-même. Nous avons toujours pensé en France que demain, après la crise du pouvoir, la dictature du prolétariat serait exercée par les groupes du Parti Socialiste lui-même, devenant en vertu d'une fiction à laquelle nous acquiesçons tous, le représentant du prolétariat tout entier. La différence tient à nos divergences sur l'organisation et sur la conception révolutionnaire. DICTATURE EXERCÉE PAR LE PARTI, OUI, MAIS PAR UN PARTI ORGANISÉ COMME LE NOTRE, ET NON PAS COMME LE VOTRE. [c'est-à-dire d'après les critères contenus dans les thèses sur le rôle du parti communiste de la III^e Internationale]. Dictature exercée par un parti reposant sur la volonté et sur la liberté populaires, sur la volonté des masses, par conséquent DICTATURE IMPERSONNELLE DU PROLETARIAT. Mais non pas une dictature exercée par un parti centralisé où toute l'autorité remonte d'étage en étage et finit par se concentrer entre les mains d'un Comité patent ou occulte. DICTATURE D'UN PARTI, OUI, DICTATURE D'UNE CLASSE, OUI, DICTATURE DE QUELQUES INDIVIDUS, CONNUS OU INCONNUS, CELA, NON.

« De même que la dictature doit être impersonnelle, elle doit être, selon nous, temporaire, provisoire. C'est-à-dire que nous admettons la dictature, si la conquête des pouvoirs publics n'est pas poursuivie comme but en soi, indépen-

damment des circonstances de toutes sortes qui permettront, dans un délai suffisamment bref la transformation révolutionnaire elle-même... Moscou ne pense pas le moins du monde que les conditions de la transformation révolutionnaire totale soit réalisées en Russie. Il compte sur la dictature du prolétariat pour les amener à une sorte de maturation forcée, indépendamment de ce qui était au préalable l'état d'évolution économique de ce pays... La dictature du prolétariat n'est plus alors l'espoir d'un expédient fatal auquel tous les mouvements de prise de pouvoir ont nécessairement recours au lendemain de leur réussite. C'est, dans votre pensée, un système de gouvernement créé une fois pour toutes. Cela est si vrai que, pour la première fois dans toute l'histoire socialiste [!!!], vous concevez le terrorisme, non pas seulement comme le recours de dernière heure, non pas comme l'extrême mesure de salut public que vous imposerez aux résistances bourgeoises, non pas comme une nécessité vitale pour la Révolution, mais comme un moyen de gouvernement ».

Combien « d'extrémistes de gauche », de gauchistes, attardés de style mai 68, ne souscriraient-ils pas à l'une ou l'autre des parties, ou peut-être même à la totalité du discours ouvertement anticommuniste de celui que Trotsky qualifiait justement de bourgeois conservateur ? Ils ne pourront pas nier qu'ils ont donné, consciemment ou non, leur adhésion objective à ceux qui, voyant dans le bolchevisme quelque chose d'« anachronique » pour l'Europe civilisée, vont à la recherche de la meilleure « forme de désorganisation » présentée comme la plus adaptée à une révolution présumée sans chefs (et pour cela même, décapi-tée).

Pour être honnêtes avec eux-mêmes, les innombrables critiques « de gauche » de « Que Faire ? » devraient donc s'inscrire avec leurs collègues, les critiques « de droite », au comité du centenaire de Léon Blum.

La tragédie du prolétariat allemand

(Suite de la page 3)

l'auto-conscience du prolétariat allemand. Déclarant la guerre aux méthodes de lutte opportunistes, au parlement et aux syndicats (« seule la destruction des syndicats donnera le champ libre à la marche en avant de la révolution »), le programme met au centre de l'action révolutionnaire « l'organisation d'usine », où « la masse est l'appareil moteur de la production », où « la lutte intellectuelle, le révolutionnement des consciences s'accomplit, dans un affrontement incessant d'homme à homme, de masse à masse », et qui a pour tâche essentielle, entre autres, « la préparation à la construction de la société communiste », dont elle est « le commencement ». A cette organisation, « épine dorsale des conseils d'usine », peuvent appartenir « tous les ouvriers qui se déclarent pour la dictature du prolétariat » ; le KAPD y fera sa propagande en « décidant avec elle les mots d'ordre » et en s'organisant de façon à ce que « le parti lui aussi prenne de plus en plus un caractère prolétarien... et obéisse aux critères de la dictature par en bas ». On permettra ainsi — « et l'organisation d'usine en est la garantie — qu'avec la victoire, c'est-à-dire avec la conquête du pouvoir par le prolétariat, commence la dictature de la classe, et non la dictature de quelques chefs de parti et de leur clique ». Il est inutile d'ajouter que « la forme d'organisation politique de la communauté communiste sera le système des conseils » ; les kaapédistes tombent ici dans l'erreur où étaient tombés, de bonne ou de mauvaise foi, peu importe, les Indépendants ; c'est-à-dire qu'ils supposent que la « société communiste » aura une forme d'organisation politique particulière, calquée de surcroît sur un « type d'organisation » né de la lutte des classes en plein régime bourgeois.

De cette rapide analyse de l'idéologie « kaapédiste », il résulte — et nous le disons dès cette époque — qu'elle est, sur le plan de la théorie et des principes comme sur le plan de la tactique, aux antipodes de la position qui fut constamment défendue par les communistes abstentionnistes italiens et condensée dans les *Thèses* de la Fraction de juin 1920, ainsi que dans la série sur la constitution des Soviets en Italie en polémé-

que avec l'« Ordine Nuovo » et dans d'autres articles de la même période. Il n'y a aucun point de contact entre ces deux positions, pas même sur la question de l'abstentionnisme. Pour Gorter et Pannebock, celui-ci a la valeur d'un principe, comme pour les anarchistes, et au même titre que la négation de l'« autorité » pour ces derniers. Pour nous, au contraire, l'abstentionnisme est une solution tactique en rapport avec une phase donnée du capitalisme et de la lutte prolétarienne, et non une solution valable toujours et partout dans l'absolu. Même aujourd'hui où, après un amer bilan historique, nous avons le droit de considérer cette question comme une question non « secondaire », mais primordiale de la tactique communiste dans les aires de capitalisme avancé, nous n'aurions pas l'idée saugrenue d'affirmer la même chose pour les pays qui en sont à peine à accomplir leur « révolution bourgeoise » et où le parlement, à cause de l'évolution mondiale dans un sens totalitaire, est sans doute une arène plus secondaire encore que les bolcheviks ne le considéraient à l'époque, mais reste cependant encore l'un des champs de bataille où s'affrontent les différentes classes. Et puis le KAPD et ses théoriciens mettent — en toute logique d'ailleurs — la « question parlementaire » et la question « syndicale » dans le même sac : c'est-à-dire qu'ils mettent sur le même plan d'une part une institution comme le parlement, qui constitutionnellement est une institution d'Etat et qui est à la fois l'expression de la domination de la classe exploitée et — comme le veut son idéologie — la représentation, factice, peu importe, de plusieurs classes, et d'autre part une forme d'association, le syndicat ouvrier, qui peut bien être absorbée par l'appareil d'Etat bourgeois (et qui l'est d'ailleurs de plus en plus), mais qui ne rassemble que des salariés, qui reflète nécessairement la poussée des déterminations économiques, racine de la lutte politique, et qui lorsqu'elle est conquise (ou reconquise) par le parti, constitue pour lui un domaine nécessaire d'action, de propagande et surtout d'agitation dans les rangs de la classe ouvrière qui, d'une manière ou d'une autre, est organisée par le syndicat (même par un espion tzariste, aurait dit Lénine).

(A suivre)

L'organisation est la conséquence de la continuité tactique et programmatique du Parti

(Suite de la page 2)

geois, qu'ils soient « démocratiques » ou « fascistes »).

Il se passe quelque chose de semblable pour ce qui est de l'organisation. L'opportunisme tend à briser le parti révolutionnaire en le transformant en une association hétérogène ayant des buts purement électoraux, comme les partis pseudo-communistes d'aujourd'hui que Togliatti, non sans raison, définissait, à l'exemple de Gramsci, comme des partis « d'un type nouveau » (« nouveau », évidemment, par rapport au parti bolchevique, mais en réalité dans le style très ancien de la II^e Internationale dégénérée). On est arrivé à cette phase finale à travers la déformation de l'organisation du parti dans un sens labouriste — organisation par cellules d'usine — qui en fait neutralisait la formation des membres du parti en tant que « révolutionnaires professionnels », en en faisant un simple matériel d'exécution des directives d'un centre « sans support » ou composé de prétendus « cadres » formés en réalité par des méthodes essentiellement administratives et n'ayant, plus ou moins fatalement, aucune formation politique. En enfermant la « base » du parti dans des limites essentiellement corpo-

atives, liées à l'entreprise, locales, et en rabaisant ainsi le rôle de la direction elle-même, de celui d'organe formateur de combattants révolutionnaires à celui d'une pure et simple liaison bureaucratique entre les différentes « cellules » d'entreprise, une telle organisation qui fut appelée, comme par ironie, « bolchevisation », représentait en fait le prélude au « parti d'un type nouveau » dans lequel l'ouvriérisme du schéma que nous venons d'illustrer cédera la place à une absence complète de discrimination même doctrinale : du parti des communistes militants on passe au parti des noyaux ouvriers « communistes » et on en arrive au pseudo-parti actuel qui est indifférent aux idées « philosophiques et religieuses » de ses membres, qui ne demande aucun engagement militant (sauf au cercle de ses fonctionnaires stipendiés, qui exécutent d'ailleurs un travail de pure routine), bref, qui est un « double » des autres « partis » électoralistes.

Cette dégringolade générale s'explique aussi, naturellement, en ce que l'on passe de la lutte autonome du parti révolutionnaire aux fronts populaires (et aux gouvernements de « centre-gauche à majorités élargies »), à travers les « fronts uniques » politiques et les « gouvernements ouvriers et paysans » du type de ceux de Thuringe et de Saxe (cf. *Thèses caractéristiques du parti*, décembre 1951, III^e partie : *Vagues historiques de dégénérescence opportuniste*).

Les ravages accomplis par l'opportunisme dans le domaine de l'organisation, comme dans celui de la tactique, découlent donc de la perversion, ou plutôt de l'inver-

sion du rôle du parti lui-même qui, d'organe pour la prise et la direction révolutionnaire du pouvoir, est ravalé au rôle d'organisme faisant intégralement partie de l'établissement bourgeois, et de défenseur de la forme démocratique de la dictature du capital. « La révolution n'est pas une question de formes d'organisation » est une expression qui, pour être interprétée correctement, doit être comprise non pas au sens banal — la forme d'organisation est indifférente et interchangeable — mais en ce sens que l'organisation doit répondre aux exigences non contingentes, non locales et non particulière de la direction du processus révolutionnaire. De même, nous avons critiqué la présomption trotskyste selon laquelle la révolution peut être stimulée et même provoquée par la diffusion d'habiles mots d'ordre tactiques (programme de transition), car pour nous, c'est du programme communiste et de lui seul que doivent découler les directives tactiques, même pour des actions partielles.

(à suivre)

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

« LE PROLETAIRE »
B. P. 266
13211 - MARSEILLE CEDEX 1

directeur - gérant
F. GAMBINI

imprimerie « Lino-imp »
1, 3, 5, boulevard Schœssing
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.